

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
17, Rue de la Plaine des Isles  
89000 Auxerre

Auxerre, le 11/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**KIRADEIS**

ZI Les Galettes  
89600 Saint-Florentin

Références : 260196  
Code AIOT : 0025500016

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/04/2026 dans l'établissement KIRADEIS, implanté ZI Les Galettes - 89600 Saint-Florentin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est une visite d'inspection réactive suite à l'incident qui s'est produit durant la nuit du 18 au 19 avril 2026. Cet incident a consisté en un dégagement de fumée en présence de déchets de produits chlorés qui a nécessité l'intervention du SDIS.

Le référentiel réglementaire de l'inspection est l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du novembre 2007 ainsi que l'article R. 512-69 du Code de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KIRADEIS
- ZI Les Galettes - 89600 Saint-Florentin
- Code AIOT : 0025500016

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KIRADEIS exploite sur son site de Saint-Florentin une installation de tri et transit de déchets dangereux et non dangereux.

#### Contexte de l'inspection :

- Accident

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Incident ou accident	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Mesures d'urgence	1 mois
2	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article Chapitre 1.3	Mesures d'urgence	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un incident consistant en une réaction chimique incluant des déchets chlorés ayant provoqué des dégagements de fumée s'est produit dans la nuit du 18 au 19 avril 2026 dans une fosse d'un des 2 bâtiments du site. Dans le but de mettre fin à ces dégagements de fumée, les services de secours ont arrosé la zone durant plusieurs heures. Les eaux utilisées se sont infiltrées dans le sol au droit de la fosse.

Par ailleurs, des stocks de déchets chlorés, non autorisés sur site, ont été constatés à l'intérieur du second bâtiment.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Incident ou accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration et rapport
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été

tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

#### **Constats :**

La présente visite d'inspection a été réalisée de manière inopinée et réactive suite à incident survenu dans la nuit du samedi 18 avril au dimanche 19 avril 2026 sur les installations de la société KIRADEIS.

Cet incident a été signalé à l'astreinte DREAL par le SDIS de l'Yonne à 1 h 30 le dimanche 19 avril. Il a été fait état d'une réaction chimique entre du chlore et du gel hydroalcoolique avec dégagement de fumée à l'intérieur du premier bâtiment.

L'intervention du SDIS s'est terminée aux alentours de 3 h du matin.

Le jour de la visite, le 20 avril, le Directeur du site est présent sur site.

Il indique que l'incident s'est produit dans une fosse située dans le premier bâtiment.

L'exploitant mentionne que dans une partie de ce bâtiment, en cours de nettoyage et d'évacuation de déchets, a été découverte une fosse recouverte d'une grande plaque métallique, la semaine précédent l'incident.

Dans cette sorte de fosse ou vide sanitaire, il a été découvert la présence de bigs-bags éventrés et remplis de billes de produits chlorés, de gravats et de gel hydroalcoolique en petits contenants.

L'exploitant précise qu'il avait prévu l'évacuation des produits/déchets présents dans cette fosse dans les jours à venir.

Le directeur du site signale qu'il a été alerté par le système de surveillance du site, via téléphone portable, à 22 h 30. Il est arrivé sur site à 23 h 30. Les pompiers étaient présents sur site et arrosaient la fosse avec la lance incendie raccordée au poteau incendie présent dans l'installation.

Une première hypothèse émise par les pompiers indique que la présence d'une fuite d'eau d'une canalisation située dans la fosse aurait alimenté la réaction chimique et le dégagement de fumée.

Le jour de la visite, la fosse est vide, seuls des gravats sont encore présents. Il n'y a plus de présence de billes de chlore ni de gel hydroalcoolique. Par ailleurs, les eaux utilisées par les pompiers lors de l'intervention ont intégralement été infiltrées au droit de la fosse.

Le jour même de l'inspection, l'exploitant a déclaré l'incident sur la plateforme numérique dédiée. Il doit désormais transmettre un rapport d'incident au préfet et à l'inspection des installations classées, dans lequel il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'incident, les substances dangereuses en cause, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mesures d'urgence

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 :** Conformité au dossier de demande d'autorisation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article Chapitre 1.3

**Thème(s) :** Situation administrative, stockage de déchets

**Prescription contrôlée :**

Les installations de l'établissement doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.

**Constats :**

Au cours de la visite d'inspection, il a été constaté, dans le second bâtiment, la présence de stockages de déchets de produits chlorés, principalement des produits de désinfection, nettoyage et entretien de piscines, dans leurs emballages et conditionnés sur des palettes.

Le stockage de ce type de déchets n'est pas prévu dans le dossier de demande d'autorisation et n'a donc pas vocation à être présent sur site.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Mesures d'urgence**Proposition de délais :** 1 mois